
Présidence : Monaco**774^e SÉANCE PLÉNIÈRE DU FORUM**1. Date : Mercredi 10 décembre 2014

Ouverture : 10 heures

Clôture : 12 h 15

2. Président : M. C. Braquetti3. Sujets examinés – Déclarations – Décisions/documents adoptés :Point 1 de l'ordre du jour : DÉBAT SUR LES RÉSULTATS DE LA RÉUNION
DU CONSEIL MINITÉRIEL DE 2014 TENUE
À BÂLE

Président, Italie-Union européenne (l'Albanie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, l'Islande, le Monténégro et la Serbie, pays candidats ; la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et pays candidat potentiel ; la Norvège, pays de l'Association européenne de libre-échange, membre de l'Espace économique européen ; ainsi qu'Andorre, la Géorgie, la Moldavie, Saint-Marin et l'Ukraine, souscrivent à cette déclaration) (FSC.DEL/209/14), Suisse, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie

Point 2 de l'ordre du jour : DÉCLARATIONS GÉNÉRALES

- a) *Situation en Ukraine et aux alentours* : Ukraine (FSC.DEL/208/14), Italie-Union européenne (l'Albanie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, l'Islande et le Monténégro, pays candidats ; la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et pays candidat potentiel ; la Norvège, pays de l'Association européenne de libre-échange, membre de l'Espace économique européen ; ainsi que la Géorgie, la Moldavie, Saint-Marin et l'Ukraine, souscrivent à cette déclaration) (FSC.DEL/210/14), États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie (annexe 1) (FSC.DEL/212/14 Restr.), Allemagne, Lettonie, Canada, Autriche

- b) *Contribution financière au Fonds d'affectation spéciale pour les projets relatifs aux armes légères et de petit calibre et aux stocks de munitions conventionnelles* : Allemagne (annexe 2), Bosnie-Herzégovine (annexe 3), République tchèque (annexe 4), Monténégro (annexe 5), Coordonnateur du FCS pour les projets relatifs aux armes légères et de petit calibre et aux stocks de munitions conventionnelles (États-Unis d'Amérique)

Point 3 de l'ordre du jour : QUESTIONS DIVERSES

Aucune déclaration

4. Prochaine séance :

Mercredi 17 décembre 2014 à 10 h 30, Neuer Saal

774^e séance plénière

Journal n° 780 du FCS, point 2 a) de l'ordre du jour

**DÉCLARATION DE
LA DÉLÉGATION DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE**

Monsieur le Président,

(Transparent 1) Nous jugeons nécessaire, comme suite à la présentation que nous avons effectuée il y a quelques semaines, de faire part à nos partenaires de notre point de vue sur la situation liée à l'accumulation déstabilisatrice d'armes en Ukraine et aux conséquences de leur utilisation par le pouvoir officiel de Kiev au cours des mois d'octobre et novembre.

(Transparent 2) Malgré les accords conclus en septembre à Minsk, notamment en ce qui concerne le cessez-le-feu, force est de constater que Kiev n'a pas renoncé à ses plans de soumission par la force des républiques populaires de Donetsk et de Lougansk. En témoignent le renforcement généralisé des troupes ukrainiennes, de la garde nationale et des bataillons territoriaux, les tentatives répétées d'offensives visant à occuper une position plus avantageuse sur le terrain et le pilonnage régulier des positions des insurgés, ainsi que des quartiers résidentiels et des infrastructures civiles des localités des républiques de Donetsk et de Lougansk.

(Transparent 3) Après analyse de la situation et compte tenu des méthodes militaires employées pour résoudre ce conflit politique intérieur et de l'utilisation de forces armées contre la population civile par le pouvoir officiel de Kiev, nous continuons à considérer tous les armements à la disposition de l'Ukraine comme un facteur de déstabilisation de la situation.

Nous constatons que Kiev poursuit son accumulation déstabilisatrice d'armes grâce à des acquisitions et à la production intérieure.

(Transparent 4) Ainsi, les ventes intérieures d'armements des principaux marchands d'armes ukrainiens – Ukroboronprom, Ukroboronservis, Urkinmach – ont représenté, au premier semestre 2014, 85 millions de hryvnias (environ 6,5 millions de dollars des États-Unis). Ces sociétés ont vendu 35 900 fusils d'assaut Kalachnikov modernisés AKM, 1 237 lance-roquettes RPG-7B, environ 5 000 missiles antiaériens, 60 systèmes de missiles antichars FAGOT. La société Promoboronexport a vendu 10 véhicules blindés de transport de troupes BTR-70 et la société Spetstekhnoexport 23 drones Reis.

Igor Odnoralov, Directeur adjoint du Département de développement et d'achat d'armes et d'équipements militaires au Ministère ukrainien de la défense, a fait savoir le 10 septembre qu'il attendait la livraison de 145 nouveaux éléments d'équipement militaire, de 2 000 imageurs thermiques et de 200 systèmes de communication.

Fin octobre, les forces armées ukrainiennes ont acheté des armes et d'équipements militaires pour plus de 150 millions de hryvnias (environ 11,5 millions de dollars des États-Unis).

En novembre, la Garde nationale ukrainienne, qui combat dans le sud-est du pays, a reçu des chars modernisés T-64 Boulat.

À la mi-novembre, le service de presse du Ministère ukrainien de la défense a fait savoir que des mesures avaient été prises en vue de remettre en service des obusiers automoteurs Pion 2S7 de 203 mm, qui sont maintenant utilisés contre les républiques de Donetsk et de Lougansk.

Aux dires de Zorian Chkiriak, conseiller du Ministre ukrainien de l'intérieur, au début du mois de novembre, en l'espace d'une semaine, l'Ukraine a acquis des armes lourdes pour un montant total de 1 milliard de hryvnias (environ 64,5 millions de dollars des États-Unis) pour mener une « opération spéciale » dans le Donbass.

Le 6 novembre, le service de presse du Ministère ukrainien de la défense a annoncé que ce dernier projetait d'acheter avant la fin de l'année 2014 des armes et des équipements militaires pour un montant total de 792 millions de hryvnias (environ 60 millions de dollars des États-Unis).

(Transparent 5) Nous tenons à souligner que Kiev non seulement est en train de procéder à une accumulation d'armements de nature déstabilisatrice, mais fait également un usage déstabilisateur de ces armements, essentiellement en provoquant de nombreuses victimes parmi la population civile à la suite de leur utilisation par les forces ukrainiennes.

Selon les estimations prudentes de l'ONU, à la date du 11 novembre, les opérations militaires en Ukraine ont fait 4 132 morts et 9 747 blessés. Même après la signature de l'accord sur le cessez-le-feu, entre le 6 septembre et le 18 novembre, 957 personnes ont trouvé la mort, dont 119 femmes et 8 enfants.

(Transparent 6) Voici une liste très incomplète de morts parmi la population civile aux mois d'octobre et de novembre dans les républiques de Donetsk et de Lougansk, à la suite de tirs des forces ukrainiennes.

Le 13 octobre, 11 personnes ont trouvé la mort à la suite de tirs des unités ukrainiennes dirigés sur Donetsk.

En octobre, 4 personnes ont péri lorsqu'un obus est tombé dans la cour de l'école n° 57 de Donetsk.

Le pilonnage de Donetsk au début du mois d'octobre par les forces ukrainiennes déployées à Avdeevka et à Peski et utilisant des armes à sous-munitions, a conduit à la mort d'un membre du personnel du Comité international de la Croix-Rouge.

(Transparent 7) L'utilisation par les forces ukrainiennes d'armes à sous-munitions a été confirmée, entre autres, par l'organisation internationale de défense des droits de l'homme Human Rights Watch. Selon les informations dont dispose cette dernière, les forces ukrainiennes ont pilonné Donetsk en utilisant des systèmes lance-roquettes multiples Ouragan et Smertsch. Human Rights Watch a en outre des preuves documentées de tirs d'armes à sous-munitions « en provenance de territoires contrôlés par les troupes du gouvernement », visant les localités de Donetsk, Makeevka, Ilovaïsk et Novosvetlovka (région de Lougansk). L'ONU s'est déjà prononcée en faveur d'une enquête urgente sur tous les cas d'utilisation d'armes à sous-munitions.

(Transparent 8) Le 6 novembre, les troupes ukrainiennes déployées dans la région d'Avdeevka et de Peski (près de l'aéroport de Donetsk), ont dirigé leurs tirs sur le terrain de sport de l'école n° 63 de Donetsk. Deux écoliers ont été tués et plusieurs autres blessés.

(Transparent 9) Le 14 novembre, une femme a été tuée à un poste de contrôle de la police routière entre Gorlovka et Iassinovataïa. Le même jour, six personnes, dont deux enfants, ont trouvé la mort dans un quartier résidentiel de Gorlovka.

Le 19 novembre, deux civils ont été tués à Donetsk et sept autres dans différentes localités de la République de Lougansk, dont deux enfants.

Et nous ne parlons même pas des nombreux blessés.

(Transparent 10) Par ailleurs, les troupes ukrainiennes dirigent des tirs d'artillerie sur des hôpitaux, des immeubles résidentiels et des infrastructures civiles, privant ainsi la population civile d'aide médicale, de logement, de gaz, d'eau potable, d'électricité, ce qui créé les conditions d'une catastrophe humanitaire.

Selon les données de la Mission d'observation de l'OSCE datant du début du mois de novembre, rien que dans la ville de Lougansk, environ 2 400 immeubles ont été endommagés à la suite de tirs d'artillerie et avaient besoin d'être remis en état.

Les habitants doivent quitter leurs lieux de résidence permanente et aller s'installer en Fédération de Russie, en Biélorussie ou dans d'autres régions d'Ukraine à la recherche de conditions de vie sûres. Ces mouvements massifs de population déstabilisent également la situation dans les régions environnantes. Nous signalons que le nombre de réfugiés ukrainiens en Russie (près de 900 000) est environ deux fois supérieur au nombre de personnes déplacées sur le territoire de l'Ukraine (environ 467 000).

(Transparent 11) Nous attirons par ailleurs l'attention sur le fait que les pouvoirs ukrainiens fournissent des armes aux nationalistes radicaux et aux groupements criminels, qui servent à constituer des bataillons territoriaux et des unités de la Garde nationale, ainsi que nous l'avons mentionné auparavant. Les conséquences de ces transferts ont indéniablement un caractère déstabilisateur.

Fin septembre, dans le village de Komounarka et la localité de Basse Krynka (territoire de la mine n°22), situés dans la région de Donetsk, on a découvert des charniers contenant respectivement 5 et 4 cadavres, dont des femmes, portant des traces de torture sur le corps. Le bataillon Aïdar était précédemment stationné dans ces localités. La présence de charniers a été confirmée par des représentants de l'OSCE.

Le défenseur des droits de l'homme letton Einars Graudins, qui s'est rendu sur les lieux de plusieurs inhumations à la fin du mois de septembre avec huit autres experts internationaux, a signalé que « rien que dans les morgues de Donetsk se trouvent actuellement 400 cadavres non identifiés. Leur nombre va sans aucun doute augmenter à mesure que l'on exhume les corps des charniers repérés. »

Le fait que les nationalistes disposent d'armes, notamment d'armes lourdes, est également un facteur de déstabilisation pour les autres régions d'Ukraine.

Les membres des bataillons territoriaux se livrent à des expropriations forcées et à des prises de contrôle illégales. Ainsi, le 4 novembre, des membres du bataillon Aïdar ont occupé un hélicoptère à Kiev. Dans la nuit du 8 au 9 novembre, des combattants du même bataillon se sont barricadés dans les locaux de l'usine d'aluminium de Zaporozhié. Le 10 novembre, des membres du bataillon Azov ont investi de force les bureaux de la société Marioupolteploset pour imposer un nouveau directeur.

Même quelques représentants des autorités ukrainiennes officielles ont conscience de la menace de déstabilisation que représentent ces nationalistes armés regroupés en prétendus « bataillons de volontaires ». Le procureur de Kiev, Sergueï Iouldachev, a qualifié les agissements des combattants issus de ces structures d'arbitraires et illégaux, et s'est dit inquiet d'un éventuel coup d'état armé par le bataillon Aïdar.

(Transparent 12) Le Procureur général d'Ukraine, Vitaly Iarema, note que des armes sont illégalement transférées depuis la zone de l'opération militaire dans le sud-est de l'Ukraine, notamment des fusils automatiques et des lance-grenades, qui sont ensuite utilisés par des structures criminelles, comme cela a été le cas lors d'une attaque contre des transporteurs de fonds dans la région de Poltava.

(Transparent 13) Les nationalistes armés exercent une influence considérable sur le pouvoir législatif et exécutif de Kiev. Sous leur pression, la fête nationale ukrainienne, la Journée des défenseurs de la Patrie, a été déplacée au 14 octobre, date de la création de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne, connue pour avoir collaboré avec l'Allemagne nazie durant la Seconde Guerre mondiale et coupable d'avoir organisé la massacre de Volyn sur le territoire actuel de l'Ukraine, lors duquel plus de 100 000 Polonais, Juifs et Russes ont été tués. Ce changement de la date de la fête nationale a inévitablement provoqué le mécontentement général de tous ceux qui n'adhèrent pas à l'idéologie nazie.

Cette pression continuera sans aucun doute à croître, étant donné les résultats des récentes élections législatives en Ukraine, qui ont fait entrer à la Rada plusieurs commandants de guerre nationalistes, ainsi que des représentants du Parti Radical d'Oleg Liachko (22 sièges), du parti Svoboda (6 sièges), du Secteur de droite (1 siège) et d'autres mouvements nationalistes.

(Transparent 14) Un autre facteur de déstabilisation réside dans la présence de mercenaires étrangers au sein des forces ukrainiennes de défense et de sécurité. Non seulement ils participent à la formation et à l'entraînement des combattants ukrainiens, mais ils prennent par eux-mêmes activement aux opérations militaires. Ajoutons aux exemples que nous avons fournis précédemment deux noms : celui de Giorgi Bezhanishvili, citoyen géorgien, et celui de Saber Saboorgharabaghlo, citoyen bulgare dont le passeport est reproduit sur le transparent.

Le 29 novembre, le metteur en scène et activiste civil suédois John Ohman, actuellement résident en Lituanie, a signalé que lors d'une récente conférence sur l'Ukraine, qui s'est déroulée au Sejm lituanien, il a été publiquement confirmé que des soldats lituaniens combattaient actuellement en Ukraine.

La présence de mercenaires en Ukraine risque d'augmenter. Ainsi, à la mi-septembre, le commandant du bataillon Donbass, Sémion Sémiontchenko (connu également sous le nom de Konstantin Grichine) a déclaré, à la suite d'une réunion à Washington avec des hommes politiques américains, qu'il avait signé un contrat avec des instructeurs retraités de l'armée américaine pour l'entraînement de combattants en Ukraine selon le système utilisé par les forces spéciales de la marine américaine (SEAL).

(Transparent 15) L'Ukraine recherche activement à l'étranger les équipements militaires dont elle a besoin et certains États participants les lui fournissent, en dépit de la nature déstabilisatrice de ce genre de transactions.

Selon les affirmations publiées sur Facebook par Zorian Chkiryak, conseiller du Ministre ukrainien de l'intérieur, des pays occidentaux ont déjà commencé à livrer à l'Ukraine des armements de pointe et les forces ukrainiennes pourront bientôt commencer à utiliser de nouveaux équipements d'artillerie, des fusils de précision et des véhicules tout terrain, ainsi que des systèmes de poursuite de cibles et de conduite de tir de haute précision.

(Transparent 16) En juin, 6 000 grenades thermobariques pour les lanceurs RPG-7B ont été fabriquées par l'usine VMZ (Bulgarie) pour être livrées à l'entreprise d'État ukrainienne Ukrspetzexport.

L'usine bulgare Arsenal a fabriqué 20 000 fusils d'assaut Kalachnikov, qui devaient être livrés au Ministère ukrainien de la défense à la fin du mois d'octobre.

(Transparent 17) En octobre, Derek Chollet, Ministre adjoint de la défense des États-Unis, a déclaré : « Porochenko nous a demandé une assistance létale. Nous avons décidé de ne pas en fournir à ce stade. Nous travaillons cependant à un programme qui pourrait y mener. » Cet aveu a coïncidé avec la déclaration officielle de Washington concernant l'allocation à l'Ukraine de 46 millions de dollars des États-Unis à des fins de défense et de sécurité. Comme l'a observé Derek Chollet : « Nous travaillons au rétablissement des capacités de la marine ukrainienne ».

Le 20 novembre, dans une allocution au Sénat, Tony Blinken, conseiller adjoint du Président des États-Unis pour la sécurité nationale, a déclaré qu'il fallait envisager la possibilité de livrer à l'Ukraine « des équipements de défense létales ».

Lors d'une visite à Washington, le Commandant du bataillon Donbass, Sémiion Sémiiontchenko, a fait campagne auprès du Congrès américain pour qu'il adopte des projets de lois sur une aide militaire d'urgence à l'Ukraine, pour un montant total de 100 millions de dollars des États-Unis.

Conformément à l'accord conclu entre Kiev et Washington, les États-Unis assisteront l'Ukraine dans ses négociations avec la République tchèque concernant des livraisons de matériel militaire à Kiev. L'ambassade des États-Unis à Prague a déjà entamé des négociations avec le Ministère des affaires étrangères et le Ministère de la défense de la République tchèque au sujet d'éventuelles négociations directes tchéco-ukrainiennes au sujet de la livraison de biens militaires à l'Ukraine. Il a également été question d'associer à ces transactions la Pologne, la Slovaquie et la Hongrie, afin de pouvoir satisfaire la demande ukrainienne au cas où Prague ne pourrait pas fournir tous les matériels requis.

(Transparent 18) L'Ukraine a conclu un accord avec la Lituanie pour la livraison, par l'usine de réparation aérienne de Kaunas, de pales d'occasion pour les hélicoptères Mi-24. Des pales de rotors sustentateurs et de rotors anti-couple, ainsi que des réducteurs pour rotors d'hélicoptères ont également été achetés en Lettonie, en Estonie, en Afghanistan, en Géorgie et en Azerbaïdjan.

(Transparent 19) En octobre, le nouveau Secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a fait savoir qu'un fonds de contributions volontaires avait été lancé dans les pays de l'OTAN pour aider l'Ukraine à moderniser son armée.

Sur ordre de l'administration du Président ukrainien, le Ministère de la défense est en train de compiler une liste d'équipements militaires (principalement des systèmes de visée, de navigation et de communication) que l'Ukraine envisage d'acheter, notamment à l'étranger.

Le Ministère ukrainien de la défense a également préparé une demande distincte pour 550 analyseurs d'agents de guerre chimiques et 200 filtres de régénération pour masques à gaz isolants. Une telle demande suscite des inquiétudes quant à un éventuel emploi d'armes chimiques dans la zone du conflit, ou d'éventuelles attaques contre des sites industriels chimiques sur le territoire des républiques de Donetsk et de Lougansk.

Le Ministère ukrainien de la défense a adressé aux pays suivants des demandes officielles pour la fourniture d'une assistance à ses forces armées : États-Unis, Canada, Royaume-Uni, Japon, Suisse, Lettonie, France, Norvège, Finlande, Roumanie et Bulgarie.

(Transparent 20) À la suite de ces demandes, l'aide suivante a été obtenue ou promise :

États-Unis :

- Deux contrats ont été signés, pour un montant total de 5 262 697 dollars des États-Unis, aux fins de la livraison de moyens de communication et d'autres équipements (80 postes radio portables RF-7850M, 100 casques, 9 000 tenues de camouflage) ; un avenant aux contrats susmentionnés portant sur la livraison de 96 postes radio RF-7850M, pour un montant de 1 790 423 dollars des États-Unis ;

- Un contrat de 978 616 dollars des États-Unis, portant sur la livraison de cinq systèmes de déminage ;
- Un contrat de 2 972 003 dollars des États-Unis, portant sur la livraison de 1 000 casques et de 2 000 gilets pare-balles ;
- Deux systèmes de déminage robotisés ont été réceptionnés, pour un montant total de 276 518 dollars des États-Unis ;
- Un système d'analyse rapide de substances chimiques a été réceptionné, pour un montant total de 515 386 dollars des États-Unis.

176 postes radio de pointe, 150 viseurs optiques et 150 imageurs thermiques ont déjà été livrés depuis les États-Unis ; 285 appareils de vision nocturne sont en attente d'expédition vers l'Ukraine.

Les États-Unis examinent actuellement une demande pour le financement et l'organisation de la maintenance d'hélicoptères ukrainiens Mi-8 et Mi-24 et pour l'acquisition d'appareils de vision nocturne AN/PVS-7B/D.

Ces livraisons sont effectuées dans le cadre du programme Foreign Military Financing des États-Unis, qui en prévoit le transfert à titre gracieux.

(Transparent 21)

République tchèque :

- On examine la possibilité de fournir à l'Ukraine des pièces détachées pour les hélicoptères Mi-8 et Mi-24 ;
- On prépare la vente d'un lot d'avions d'entraînement et de combat L-39C, qu'il est envisagé de transformer ensuite dans les usines d'Odessa et de Tchougouïev en avions d'assaut L-39ZO.

France :

- A garanti la livraison de 2 500 équipements tactiques.

(Transparent 22) Les livraisons d'équipements militaires en Ukraine sont effectuées par des voies illégales, avec une participation active de la Pologne à leur organisation.

Les autorités de Kiev achètent donc des armes et des équipements militaires dans les pays de l'UE par l'intermédiaire de diverses sociétés privées européennes, en utilisant des certificats polonais d'utilisation finale. Ensuite, pour couvrir le transport illégal de ces marchandises de Pologne en Ukraine, on fournit, du côté polonais, de faux certificats afghans ou irakiens, visés par les représentations diplomatiques de la Pologne.

Les armes ainsi acquises sont transportées en Pologne dans les régions frontalières de l'Ukraine, puis sont transférées sur le territoire ukrainien dans la nuit, dans des conteneurs de

20 tonnes, chargés sur des camions (convois de 2 ou 3 camions). On utilise à cette fin les postes de contrôle aux frontières d'Iagodine, de Chéguine, de Rava-Rousskaïa et de Krakovets.

(Transparent 23) Dans le cadre des contrats entre la Pologne et l'Ukraine, et selon le même schéma, on a importé de République tchèque par l'intermédiaire de sociétés extraterritoriales, notamment chypriotes, 35 000 fusils automatiques CZ.58, plus de 600 lance-grenades RPG-7, 30 mortiers de 82 mm avec 2 000 obus, 10 000 fusils d'assaut Kalachnikov avec différentes modifications, plus de 5 millions de cartouches et des MANPADS Grom.

(Transparent 24) Kiev déclare ouvertement utiliser le cessez-le-feu prévu par les accords de Minsk afin de regrouper ses troupes et de résoudre des problèmes d'ordre militaire.

Le 24 octobre, le conseiller du Président ukrainien, Youri Loutsenko, a déclaré à la télévision que : « Le cessez-le-feu et les efforts de paix sont pleinement à notre avantage. Dans nos quatre usines de fabrication de chars, trois équipes complètes travaillent en trois-huit. Plusieurs centaines de véhicules blindés remis à neuf ont été livrés dans la zone où se déroule l'opération anti-terroriste. Le cessez-le-feu nous est indispensable pour pouvoir recevoir des équipements de haute précision, ainsi qu'une aide militaire et financière de l'Occident. »

Les 2 et 7 novembre, le conseiller du chef du Service de sécurité de l'Ukraine (SBU), Markiyian Loubkovskiyi, lui a fait écho sur les chaînes de télévision nationales : « Tôt ou tard, nous devons passer à des mesures très actives... Je pense que nous pouvons gagner cette guerre selon le scénario croate. En 1991, la Croatie avait commencé une guerre à laquelle elle a mis fin en 1995 à la suite d'opérations spéciales réussies. »

(Transparent 25) Il n'y a pas que les déclarations des représentants du pouvoir officiel de Kiev qui témoignent que les troupes ukrainiennes préparent une offensive. On constate également un renforcement constant des troupes dans la zone de conflit, comme nous l'avons déjà mentionné aujourd'hui.

Dans ces circonstances, on peut affirmer avec certitude que les livraisons d'équipements militaires à l'Ukraine par nos partenaires sont un facteur de déstabilisation notoire, favorisent la reprise d'opérations militaires d'envergure, provoquent une multitude de victimes parmi la population civile et détruisent des habitations, des établissements médicaux et d'enseignement et d'autres infrastructures administratives et civiles dans les républiques de Donetsk et de Lougansk.

(Transparent 26) Nous exhortons, une fois de plus, les États participants à ne pas exporter d'équipements militaires en Ukraine jusqu'à ce que la situation redevienne tout à fait normale et à tout faire pour parvenir à un règlement politique du conflit interne en Ukraine, y compris une mise en œuvre intégrale et scrupuleuse des accords de Minsk.

(Transparent 27) Monsieur le Président, je vous remercie et vous prie de joindre la présente déclaration au journal de ce jour.



774^e séance plénière

Journal n° 780 du FCS, point 2 b) de l'ordre du jour

DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION DE L'ALLEMAGNE

Monsieur le Président,
Excellences,
Chers collègues,

Il y a de cela quelques semaines, l'Allemagne a versé une contribution d'un montant d'un million d'euros au Fonds pour le désarmement et la non-prolifération en Ukraine.

Les munitions obsolètes, les installations de stockage inadéquates et les systèmes d'armes dépassés représentent un danger insidieux pour les habitants de nombreux pays.

Comme vous vous en souvenez certainement, un groupe d'États a régulièrement demandé par le passé à bénéficier d'un soutien pour la destruction d'armes et de stocks de munitions obsolètes et pour la sécurisation d'installations de stockage. Ces projets, portant le numéro 1100745, sont soutenus par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) de concert avec, désormais, un grand nombre de bailleurs de fonds.

J'ai le plaisir d'être en mesure de vous informer aujourd'hui que la République fédérale d'Allemagne participera de nouveau au financement d'un projet relatif aux armes légères et de petit calibre en contribuant cette fois-ci au Fonds d'affectation spéciale.

Le projet de l'OSCE sera financé par l'Allemagne à concurrence de 650 000 euros en 2015. Avec une partie de cet argent, nous financerons, entre autres, un projet en Bosnie-Herzégovine et contribuerons ainsi au renforcement de la sécurité dans la région.

Je vous remercie de votre attention et vous prie de joindre la présente déclaration au journal de ce jour.



Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
Forum pour la coopération en matière de sécurité

FSC.JOUR/780
10 December 2014
Annex 3

FRENCH
Original: ENGLISH

774^e séance plénière

Journal n° 780 du FCS, point 2 b) de l'ordre du jour

DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION DE LA BOSNIE-HERZÉGOVINE

Monsieur le Président,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,

La délégation de la Bosnie-Herzégovine saisit cette occasion pour remercier l'Allemagne de sa promesse de fonds supplémentaires pour le projet intitulé « Amélioration de la sécurité des sites de stockage de munitions et d'armes en Bosnie-Herzégovine ».

Ce projet en cours a pour objectif de moderniser l'infrastructure de sécurité des sites de stockage de munitions et d'armes de Bosnie-Herzégovine et est exécuté conjointement par le Ministère de la défense de Bosnie-Herzégovine, la Mission de l'OSCE en Bosnie-Herzégovine, le PNUD et la Force militaire de l'Union européenne (EUFOR).

Chers collègues,

Nous tenons à vous assurer que la Bosnie-Herzégovine est un partenaire crédible et un État participant de l'OSCE à part entière. En tant que tel, nous sommes pleinement résolu à déterminer les modèles optimaux pour notre propre sécurité et à respecter les engagements internationaux auxquels nous avons souscrit à l'égard de l'OSCE et de ses États participants.

Monsieur le Président,

Nous tenons également à remercier la Présidence du Forum pour la coopération en matière de sécurité, le Centre de prévention des conflits et le Coordonnateur du FCS pour les projets relatifs aux armes légères et de petit calibre et aux stocks de munitions conventionnelles de nous avoir aidés à rendre ce projet possible.

Monsieur le Président, je vous prie de bien vouloir annexer la présente déclaration au journal de ce jour.

Je vous remercie.



774^e séance plénière

Journal n° 780 du FCS, point 2 b) de l'ordre du jour

**DÉCLARATION DE
LA DÉLÉGATION DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE**

Monsieur le Président,

La République tchèque souhaite annoncer ce qui suit.

Les autorités tchèques suivent de près et soutiennent un certain nombre de projets liés aux besoins d'États participants de l'OSCE en matière de stockage sûr et sécurisé de munitions et d'équipements ainsi que les projets connexes de démilitarisation.

Aujourd'hui, à propos des besoins liés à la modernisation d'installations de stockage d'armes légères et de petit calibre et aux stocks de munitions conventionnelles au Monténégro, j'ai le plaisir d'annoncer que la République tchèque a décidé de faire don d'un montant de 20 000 euros pour le projet pertinent de l'OSCE.

Il s'agit du projet extrabudgétaire (n° 2700240) relatif à l'exécution de l'élément du programme MONDEM intitulé « Démilitarisation d'ALPC (de munitions conventionnelles) », qui a pour objet de contribuer aux activités de projet en cours visant à améliorer la sécurité physique au niveau national à travers la gestion des stocks d'ALPC au Monténégro.

Je vous demande de bien vouloir annexer la présente déclaration au journal de cette séance.



774^e séance plénière

Journal n° 780 du FCS, point 2 b) de l'ordre du jour

DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION DU MONTÉNÉGR

Le Monténégro souhaite à la République tchèque la bienvenue au club des contributeurs au programme MONDEM, et nous sommes très reconnaissants de ce don important.

Ce don est l'aboutissement d'une coopération fructueuse entre la République tchèque et le Monténégro dans le domaine de la sécurité.

Eu égard au fait que les munitions en excédent représentent un des principaux risques pour la sécurité intérieure, le Ministère monténégrin de la défense a investi continuellement d'importants efforts dans la destruction de munitions et l'amélioration de leurs conditions de stockage afin de les rendre sûres. Je tiens à souligner l'importance de l'assistance dont nous avons bénéficié de la part de partenaires soutenant nos efforts.

Pour que le programme MONDEM puisse être mené à bonne fin, il est indispensable que des fonds soient fournis pour poursuivre les activités prévues au cours de sa troisième phase.

Monsieur le Président,

Permettez-moi de faire brièvement le point de l'état d'avancement du programme MONDEM et d'autres activités relatives à la reconstruction de capacités de stockage.

La troisième partie de la troisième phase de la destruction de munitions est en cours d'exécution. Jusqu'ici, 30 tonnes de munitions sur les 719 prévues ont été détruites.

En ce qui concerne la reconstruction de capacités de stockage, trois installations du site de Brezovik, ayant chacune une capacité de 400 tonnes, ont été inaugurées officiellement le 14 novembre. Ces installations de stockage ont été reconstruites dans le cadre du programme MONDEM et avec le soutien de l'UE.

Les travaux relatifs à trois installations supplémentaires se poursuivent et devraient être terminés dans le courant de janvier 2015.

Je voudrais à nouveau remercier la République tchèque et exprimer l'espoir que l'on continuera à faire des dons pour le programme MONDEM par l'intermédiaire de l'OSCE afin que nous puissions mener ce programme à bonne fin et clore ce chapitre important du renforcement de la sûreté et de la stabilité au Monténégro et dans la région.